

Marie-Hélène DEVEMY-HIEBEL

L'Eurorégion Egrensis : le dépassement d'un passé douloureux ?

Notice biographique

Marie-Hélène Devemy-Hiebel est professeur agrégé d'allemand et doctorante en études germaniques à l'Université de Lille 3 au laboratoire CECILLE. Elle travaille sur la fuite et l'expulsion des populations allemandes après 1945, le rôle de la mémoire dans la construction de l'identité nationale allemande, les minorités allemandes en Europe de l'Est et du Sud-Est et le rôle de l'Allemagne dans le processus d'intégration européenne.

Résumés

La chute du Rideau de Fer a amené l'Allemagne à réorganiser ses rapports avec la Pologne et la République tchèque, des pays où vécurent des millions d'Allemands avant d'être expulsés à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les années 90 ont vu fleurir sur sa frontière orientale des eurorégions, espaces et instruments de la coopération transfrontalière. Cet article rend compte d'une étape de nos recherches (2008) dans l'eurorégion Egrensis, qui rassemble dans une même structure des parties de territoire allemand (Bavière, Thuringe, Saxe) et de territoire tchèque (Bohême), un territoire peuplé d'Allemands (Allemands des Sudètes) avant 1945. L'article présente la nature et les objectifs de la coopération transfrontalière telle qu'elle est envisagée par l'eurorégion Egrensis au regard des contraintes économiques, historiques et sociologiques imposées par son cadre géographique. Loin de l'instrumentalisation politique d'une histoire douloureuse, l'eurorégion semble vouloir prouver qu'un autre usage du passé est possible : la création d'un sentiment d'appartenance à un espace commun.

The fall of the Iron Curtain brought Germany to reorganize the relationship with Poland and Czech Republic, countries where millions of Germans lived before they fled or were expelled at the end of the Second World War. Euroregions, the areas and instruments for cross-border cooperation, flourished in the 90's on its eastern border. This article is just a stage in our research (2008) into Egrensis Euroregion which brings together parts of German territory (Bavaria, Thuringia, Saxony) and

Czech territory (Bohemia), a German populated territory before 1945 (Sudeten Germans). It presents the nature and the aims of the cross-border cooperation such as it is considered by Egrensis Euroregion, taking into account the economic, historical and sociological constraints imposed by its geographical frame. A thousand miles away from the political instrumentalisation of a painful history, the Euroregion apparently wants to prove that another use of the past is possible: building a spirit of belonging to a common area.

Der Fall des Eisernen Vorhangs führte Deutschland dazu, die Beziehungen zu Polen und der Tschechischen Republik auf einer neuen Basis aufzunehmen, zu Ländern also, aus denen Millionen Deutsche nach dem Zweiten Weltkrieg flohen oder vertrieben wurden. In den 90er Jahren blühten entlang der östlichen Grenze Deutschlands Euroregionen auf, als Werkzeug und Raum der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit. Dieses Papier ist ein Etappenbericht (2008) über die Euregio Egrensis, eine Euroregion, die Teile Deutschlands (Bayern, Thüringen, Sachsen) und Teile der Tschechischen Republik (Böhmen, vor 1945 eine von Deutschen bevölkerte Gegend) zusammenbringt. Wesen und Ziele der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit werden so dargestellt, wie sie im Hinblick auf die geografisch bedingten wirtschaftlichen, historischen und gesellschaftlichen Belastungen in der Euregio Egrensis konzipiert sind. Weit entfernt von der politischen Instrumentalisierung einer schmerzlichen Geschichte scheint die Euregio beweisen zu wollen, dass ein anderer Gebrauch der Vergangenheit möglich ist: das Gefühl der Zugehörigkeit zu einem gemeinsamen Raum.

Mots-clés : expulsés allemands, eurorégion Egrensis, coopération transfrontalière, Bohême, mémoire, identité allemande.

Sommaire

Introduction	3
1. La recomposition sociale et territoriale de l'Allemagne après 1945	5
2. Le « Centre contre les expulsions »	7
3. Les références historiques à un passé commun conflictuel	9
4. L'eurorégion et la mémoire des territoires perdus	11
Conclusion	21
Bibliographie	22

Introduction

Dans le cadre de mon sujet de thèse en études germaniques : *Le débat autour du 'Centre contre les Expulsions' comme enjeu de mémoire dans l'évolution de l'identité allemande*, je m'intéresse au rôle que jouent en Allemagne les eurorégions dans le processus de dépassement d'un passé douloureux. Le présent article rend compte des conférences données à Lille et à Bruxelles en octobre 2008 et destinées à faire connaître ce domaine de recherche au grand public.

La question est complexe et pose un problème de méthodologie : si l'approche historique est incontournable, elle n'est pas suffisante, car la problématique touche non seulement aux relations bilatérales de l'Allemagne avec ses voisins orientaux, mais aussi à l'intégration européenne. Outre cette dimension politique, l'aspect économique n'est pas négligeable et l'étude de l'évolution des mentalités donne l'aspect sociologique. Il s'agit donc de tenter d'aborder le sujet en tenant compte de ces différentes dimensions.

La fin de la Guerre froide et l'unification ont amené l'Allemagne à entamer une deuxième phase de l'*Ostpolitik*, après celle des années 1970. L'Allemagne unifiée réorganise alors ses rapports avec la Pologne et la Tchécoslovaquie (la scission entre République tchèque et République slovaque date de janvier 1993) sur la base de traités bilatéraux, renouant ainsi avec les traités signés avec la Pologne en 1970 et la Tchécoslovaquie en 1973 (Stark, 1991). Les négociations entre 1989 et 1991 en vue de la signature de ces traités sont marquées de difficultés liées en partie à la complexité de l'histoire commune entre l'Allemagne et des pays d'où des millions d'Allemands avaient fui ou avaient été expulsés à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les noms de pays comme la Pologne, la Tchécoslovaquie (en 1993 la République tchèque) font donc partie du discours politique ordinaire, lorsqu'en 1999¹ l'on entend pour la première fois parler d'un Centre contre les expulsions. Les débats provoqués par cette proposition vont contribuer à réintroduire dans le discours public des territoires périphériques sinon oubliés, du moins repoussés dans les limbes de la mémoire collective. Il est à nouveau question de Prusse orientale, de Silésie, de Poméranie orientale, ces territoires orientaux perdus par l'Allemagne après la Seconde

¹ Annonce du 19 mars 1999 réitérée le 29 mai 1999 à l'occasion de la « Journée des expulsés allemands de leur patrie » lors de laquelle Otto Schily (SPD) ministre de l'Intérieur prononce un discours favorable au Centre.

Guerre mondiale, on lit à nouveau des noms à la consonance bien exotique pour les oreilles des jeunes (et moins jeunes) Allemands comme la Bessarabie, la Volhynie, la Bucovine, entre autres anciens lieux de présence allemande. Le succès remporté par les livres², les films et les reportages consacrés aux expulsions ainsi que l'intérêt suscité par les débats autour du Centre montrent que l'on touche ici à une question identitaire fondamentale, celle de la place des expulsions dans la mémoire allemande. Ainsi, dans une toute jeune République fédérale d'Allemagne où le discours public raconte une identité concentrée sur un territoire unifié aux limites bien définies par des traités³ reconnus correspondant au nouvel Etat national, réapparaissent, se plaçant au cœur des débats, outre des espaces situés aux confins, des régions frontalières, avec leur passé de conflits plus ou moins résolus et leurs identités multiples et fluctuantes. Or, après 1990 justement, de nouvelles structures s'étaient créées précisément tout le long de la frontière orientale de l'Allemagne, les eurorégions, instruments de la politique d'intégration de l'Union Européenne. A la fois outil et espace de la coopération transfrontalière, l'eurorégion a une histoire déjà ancienne puisque la première fut fondée en 1958 entre l'Allemagne (Gronau) et les Pays-Bas (Enschede). Par sa situation géographique à cheval sur deux ou trois frontières, l'eurorégion rassemble dans un même cadre des populations souvent historiquement opposées, et si dans des eurorégions comme Pamina (France-Allemagne) ou SaarLorLuxRhin (France-Allemagne-Luxembourg), les relations transnationales sont depuis longtemps normalisées, il n'en est pas de même pour les eurorégions réunissant l'Allemagne et la Pologne ou l'Allemagne et la République tchèque. Il est donc intéressant d'observer la confrontation de ces deux dynamiques : la mémoire des territoires perdus et l'évolution actuelle des espaces frontaliers et de vérifier dans quelle mesure cette mémoire peut être intégrée dans la construction européenne.

Dans le cadre de cette conférence nous rappellerons d'abord très brièvement la recomposition territoriale et sociale de l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale, nous

² La nouvelle *En Crabe* du Prix Nobel de littérature Günter Grass paraît en février 2002. Les deux principales chaînes de télévision diffusent chacune des séries sur le thème de la fuite et de l'expulsion à des heures de grande écoute.

³ Le traité « 2+4 » du 12 septembre 1990 entre les deux états allemands et les quatre puissances victorieuses reconnaît comme définitives les frontières et l'Allemagne renonce à toute revendication territoriale. Le 14 novembre 1990 : traité sur les frontières avec la Pologne.

verrons ensuite la nature de ce « Centre contre les Expulsions » tant controversé, puis nous évoquerons ce passé conflictuel toujours présent en tant que référent implicite dans notre première enquête sur le terrain d'une eurorégion germano-tchèque, l'eurorégion Egrensis.

1. La recomposition sociale et territoriale de l'Allemagne après 1945

Il s'agit d'une période compliquée, dont nous ne pouvons évoquer ici que les grandes lignes. En 1944 environ 18 millions d'Allemands vivaient dans les territoires orientaux du Reich, c'est-à-dire en Prusse Orientale, en Poméranie, en Silésie, et dans d'autres régions de l'Europe de l'Est et du Sud-est, telles que celles citées en introduction. Une des conséquences de la Seconde Guerre mondiale fut la perte de ces territoires orientaux ainsi que la division du territoire restant. Les Allemands durent donc vivre avec la représentation mentale d'un pays aux dimensions singulièrement rétrécies : en effet, en 1949 la RDA s'étend sur 107 924 km² et la RFA ne représente plus que 52% de la superficie de 1937, soit environ 248 146 km² (Leridon 1958).



Fig.1 : L'Allemagne dans ses frontières de 1937.

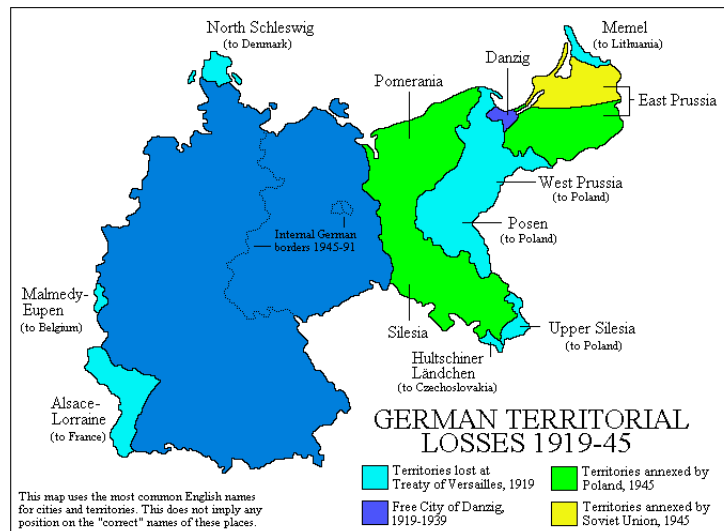


Fig.2 : Les cessions territoriales allemandes, 1919-1945. Source : Adam Carr, juin 2006.

Une autre conséquence fut l'effacement de la présence séculaire des Allemands dans ces territoires. Entre 1944 et 1950 environ 14 millions d'Allemands durent quitter leur « Heimat », leur patrie, leur foyer. Certains fuirent l'avancée du front de l'Est dès 1944. La majorité fut expulsée, de façon « sauvage » avant les Accords de Potsdam et de manière plus organisée sinon plus humaine après ces Accords. D'autres encore furent envoyés dans des camps de travaux forcés⁴.

D'après les estimations, près de deux millions de personnes périrent durant cette période. Ce fut avant tout la population civile composée de femmes, d'enfants et de vieillards qui fut touchée, certains moururent de froid, d'épuisement, les viols et les assassinats furent légion. Environ 12 millions, c'est-à-dire l'équivalent à l'époque de la population de la Norvège et de la Suède réunies, furent accueillis dans les différentes zones d'occupation, en particulier dans la zone britannique. Le recensement du 10 octobre 1946 enregistrerait 5,9 millions de réfugiés et expulsés dans les zones américaine, britannique et française et 3,6 millions dans la zone soviétique (Benz 1985). En Allemagne de l'Ouest, ils furent ensuite encouragés à se répartir sur le territoire fédéral afin de désengorger les zones surpeuplées. L'Allemagne de l'Est, après un effort particulier en direction de cette population, se soumet à la doctrine communiste les qualifiant de *Umsiedler* (personnes ayant changé de résidence) et la question des expulsés est rapidement évincée du discours officiel

⁴ Sur les déplacements de population, voir le dossier documentaire disponible à l'adresse Internet suivante : <http://library.fes.de/library/netzquelle/zwangsmigration/pdf/selb3529.pdf>.

(Ther 1998). Tout en étant conscient de la charge idéologique de toute terminologie, nous adoptons ici le terme *Vertriebene* ou expulsé couramment usité dans les publications actuelles. En 1950 ces expulsés et réfugiés étaient au nombre de 7,9 millions et représentaient 16,5% de la population de la RFA.

Ces chiffres suffisent à donner une idée de l'importance du phénomène dans la composition ou plutôt la recomposition de la société allemande après-guerre. Les réfugiés et expulsés jouèrent un rôle politique important et le Bloc des Réfugiés fut un parti de gouvernement dans les années 1950. Puis, les procès d'Auschwitz, le travail de mémoire sur l'Holocauste occultèrent le sort de ces expulsés dans une Allemagne qui se consacrait au long travail d'assimilation du passé nazi. Le contexte de l'unification allemande, de l'effondrement du bloc communiste et de l'ouverture des archives à l'Est fut favorable à leur retour sur le devant de la scène, et c'est dans ce contexte que s'inscrit le projet de Centre contre les expulsions.

2. Le « Centre contre les expulsions »

Il s'agit en fait d'une fondation, *Stiftung Zentrum gegen Vertreibungen (ZgV)*, établie le 6 septembre 2000 par la Fédération des Expulsés, *Bund der Vertriebenen (BdV)*⁵, en vue de promouvoir la création d'un centre de documentation et d'exposition consacré à l'histoire européenne des expulsions au XX^e siècle. Il s'ensuivra une décennie de controverses et de tensions diplomatiques. Le 4 décembre 2008, le vote du Bundestag en faveur d'une fondation « Fuite, expulsion, réconciliation » *Stiftung Flucht, Vertreibung, Versöhnung*, reprend le projet au nom du gouvernement. Un compromis international semble avoir été trouvé sur le principe, mais les derniers développements démontrent que la mise en œuvre exigera un long travail de négociation pour aboutir à un consensus. Nous discutons ici le projet initial, celui qui fut au départ de la controverse. Le projet de centre fut présenté sur le site : <http://www.z-g-v.de/index1.html>. Il n'est plus consultable actuellement, mais nous l'avons reproduit en annexe de notre mémoire de Master 2. Dans son projet initial, la fondation ZgV

⁴ La fédération existe depuis le 14 décembre 1958. Elle regroupe les différentes associations d'expulsés et revendique environ deux millions de membres.

veut œuvrer « dans un esprit de réconciliation avec tous les peuples voisins et se considère solidaire de toutes les victimes d’expulsions et de génocide. » Le projet vise à faire prendre conscience au grand public de l’étendue et de l’ampleur des déplacements de population qui ont marqué le XX^e siècle. La démarche formulée ainsi est éminemment respectable et trouve un écho favorable dans une opinion publique sensibilisée au phénomène des expulsions par le spectacle des réfugiés des Balkans.

On peut donc se demander pour quelles raisons ce projet a déclenché une controverse aussi vive et aussi longue (elle connaît encore aujourd’hui des rebondissements). L’analyse détaillée du projet explique en partie l’opposition rencontrée. En effet, l’entreprise est délicate et, malgré les précautions prises, le projet ne parvient pas à éviter certains écueils : le décompte concurrentiel morbide avec le génocide juif, la dilution de l’idéologie nazie dans le processus global d’homogénéisation des nations et le déséquilibre entre la place accordée aux expulsés allemands par rapport aux autres expulsés. Le projet prêtait donc le flanc aux critiques et les Polonais avaient beau jeu de reprocher aux Allemands de vouloir réécrire l’histoire en transformant l’agresseur en victime. L’opposition est liée pour une autre part au *Bund der Vertriebenen (BdV)*, la Fédération des Expulsés elle-même et à sa dirigeante, Erika Steinbach, à qui les Polonais ne pardonnent pas d’avoir voté contre la reconnaissance définitive de la ligne Oder-Neisse en 1990. On doit reconnaître aux expulsés le mérite d’avoir considérablement œuvré - individuellement ou au sein de leurs associations – pour la réconciliation entre les peuples, cependant on ne peut oublier que la Fédération s’est opposée à l’Ostpolitik de Willy Brandt. Le fait que la *Preußische Treuhand*, Fiduciaire prussienne⁶, qui réclame la restitution des biens des expulsés allemands de Pologne, fut fondée par des membres de la Fédération, est une autre preuve de l’attitude parfois ambivalente de ses dirigeants.

Quoiqu’il en soit, la polémique a mis à mal les efforts de dialogue entrepris depuis 1990 et les tensions générées envenimèrent les relations germano-polonaises à tel point qu’en 2003, les deux présidents, Johannes Rau pour l’Allemagne et Aleksander Kwaśniewski pour la Pologne prononcèrent une déclaration commune⁷ destinée à surmonter ce conflit de mémoire. Le BdV invoquait quant à lui la dimension européenne annoncée du projet et

⁶ La Fiduciaire prussienne a été créée en 2000 par des membres de l’association des expulsés de Prusse orientale.

⁷ Déclaration de Danzig, du 29 octobre 2003.

mettait en avant l'obligation pour l'Allemagne d'assumer la totalité de son histoire et donc de donner une place aux expulsés dans la mémoire collective.

En République tchèque, c'est un contentieux lié aux expulsions qui monopolisait l'attention : le contentieux sur les décrets Beneš⁸ dont certains articles privaient les Allemands des Sudètes de leur citoyenneté tchécoslovaque et proclamaient la confiscation de leurs biens, laissant ainsi le champ libre à leur expulsion. Ce contentieux fut largement instrumentalisé à la veille de l'entrée des Tchèques dans l'Union Européenne par certaines forces politiques en Allemagne et en Autriche ainsi que par le Premier ministre hongrois Viktor Orban qui soumettaient l'adhésion tchèque à la condition de l'abrogation de ces décrets. Le fait est que ces décrets ont été appliqués à l'ensemble (sauf exceptions) de la population allemande et magyare et posent donc le principe de culpabilité collective, principe en contradiction avec les droits de l'Homme. Cette crise de l'élargissement connut son paroxysme en 2002 et obligea le chancelier Gerhard Schröder à annuler son voyage à Prague. Ce tableau de la controverse, brossé à grands traits certes dans le cadre de cet exposé, nous paraît néanmoins suffisant pour démontrer l'immense besoin d'un compromis dans l'interprétation politique d'une histoire commune difficile.

3. Les références historiques à un passé commun conflictuel

L'eurorégion Egrensis s'étend des deux côtés de la frontière germano-tchèque et englobe une région peuplée par les Allemands avant la Seconde Guerre mondiale. Avant 1918, on utilisait le terme de *Deutschböhmen* car la présence allemande ou plutôt germanique remonte au XII^e siècle, lorsque les rois de Bohême (la Bohême faisait alors partie du Saint-Empire romain germanique) incitent les Allemands à peupler les régions frontalières. A l'instar des ducs de Silésie et des rois de Hongrie⁹, les souverains de Bohême font appel aux paysans, artisans et bourgeois allemands pour développer l'agriculture et le commerce,

⁸ Sont ainsi nommés les décrets édictés à partir du printemps 1945 par le président tchécoslovaque Edouard Beneš. Ils n'évoquent pas l'expulsion, ce sont les Accords de Potsdam du 2 août 1945 qui légitiment les « transferts » des populations allemandes d'Europe de l'Est (cf. Anne BAZIN).

⁹ LEMARCHAND 1999, p.175 *sqq.*

peupler les villes et apporter leur savoir-faire. Les immigrants allemands quittent des régions surpeuplées et leur installation est encadrée par les souverains. D'après Peter Glotz¹⁰ il s'agit là d'un processus économique : des milliers d'individus sont à la recherche de meilleures conditions de vie et non d'une communauté organisée partie à la conquête d'un territoire. L'immigration se poursuit par vagues successives et Allemands et Tchèques cohabitent dans une communauté tantôt conflictuelle tantôt pacifique et aux intérêts partagés. Nous n'en donnerons que deux exemples. Lors de la guerre de Trente Ans, à l'issue de la bataille de la Montagne Blanche (1620), les élites protestantes tchèques sont décimées et leurs biens confisqués au profit de nobles allemands catholiques. La domination allemande s'installe avec le règne des Habsbourg mais la communauté retrouve un intérêt commun quand, à la fin du XVIII^e siècle, se développe un patriotisme territorial unissant aristocrates allemands et bourgeois et intellectuels tchèques dans l'exigence d'autonomie de la couronne de Bohême¹¹.

Selon A.-M. Thiesse, l'Empire des Habsbourg s'accommode assez bien des différentes appartenances confessionnelles et des origines diverses de ses populations, mais ce n'est plus le cas de l'Etat-Nation. Dans l'empire austro-hongrois l'imbrication des populations est telle qu'il est impossible de définir le territoire de l'une ou de l'autre sans déclencher des conflits violents. L'éveil des nationalismes, l'équation 1 nation=1 langue et la question de la territorialité provoquent la première rupture entre les deux communautés. L'identité nationale tchèque s'est créée sur la base d'une opposition aux Allemands. Opposition aux Allemands de Bohême-Moravie et Silésie d'abord, dans une lutte quotidienne pour obtenir la reconnaissance d'une identité linguistique et culturelle tchèque, aux Allemands d'Autriche ensuite, c'est-à-dire au pouvoir central, coupable de refuser l'autonomie et aussi aux Allemands d'Allemagne, qui représentaient le danger du pangermanisme. De novembre 1918 à mars 1919, lors de la désintégration de l'empire austro-hongrois, les Allemands tentent un rattachement à l'Autriche en proclamant la *Provinz Sudetenland*, regroupant des régions de la Silésie autrichienne, du nord de la Moravie et du nord-est de la Bohême, mais la république de Tchécoslovaquie a été proclamée le 28 octobre 1918 et le traité de Saint-Germain-en-Laye de septembre 1919 confirme les frontières de la Tchécoslovaquie et met fin

¹⁰ GLOTZ 2003, p. 22 *sqq.*

¹¹ THIESSE 1999, chap. IV.

aux tentatives sécessionnistes des Allemands dits des Sudètes, qui sont maintenant une minorité linguistique dans le nouvel état.

L'arrivée au pouvoir d'Hitler représente la rupture définitive : à la suite des Accords de Munich, il instaure le *Reichsgau Sudetenland* et le protectorat de Bohême-Moravie. L'expulsion et l'extermination des opposants et de la population non-aryenne transforme la société de façon dramatique : à la fin de la guerre, environ 400 000 Tchèques ont trouvé la mort, la quasi-totalité des Rom « tchèques » a été éliminée, la composante juive de la société littéralement effacée. Or, lors des élections de 1938, les Allemands des Sudètes s'étaient prononcés à plus de 90% pour le parti de Konrad Henlein. Ce vote avait été perçu comme une véritable trahison par la population tchécoslovaque. A la Libération, les Allemands en subissent les conséquences. Tenus pour collectivement responsables, 2,5 millions d'Allemands (la quasi-totalité de la population) sont expropriés et « renvoyés chez eux » afin d'écarter définitivement le « danger allemand ». Des dizaines de milliers de gens¹² trouvent la mort lors de ces déplacements forcés, essentiellement des femmes, des enfants et des vieillards. Cet événement marque la séparation radicale des deux communautés, une séparation dramatiquement matérialisée par la suite sous la forme du Rideau de Fer.

L'effondrement du monde communiste bouleverse l'opinion publique et donne un formidable coup d'accélérateur au rapprochement entamé dans les années 70 entre l'Allemagne et ses voisins orientaux. Différents acteurs vont œuvrer au nouveau partenariat. Parmi ceux-ci nous nous intéressons à l'eurorégion, car elle fournit le cadre d'une coopération transfrontalière à l'échelle locale, permettant d'examiner sur le terrain l'évolution des rapports de voisinage.

4. L'eurorégion et la mémoire des territoires perdus

La coopération transfrontalière vise à réduire les écarts entre les différentes régions afin de renforcer la cohésion économique et sociale de l'Union européenne. L'efficacité des moyens financiers importants que l'Union européenne consacre à cet objectif est cependant

¹² Entre 15 000 et 30 000 morts d'après la commission d'historiens germano-tchèques (communication du 17 décembre 1996).

réduite si le plan des relations humaines est négligé. Les structures intervenant dans les grands projets de partenariat économique, d'aménagement du territoire, de protection de l'environnement et de développement des infrastructures transfrontalières sont si nombreuses qu'elles ne semblent pas être l'instrument idéal pour développer le contact humain. En effet les fonds et les projets sont pilotés par les instances européennes, les états nationaux, les régions et les collectivités locales. Les fonds européens¹³ sont gérés par une commission germano-tchèque (au sein de laquelle siège l'eurorégion) et les subventions accordées par le *deutsch-tschechischer Zukunftsfonds*¹⁴ (Fonds germano-tchèque pour l'avenir) sont distribuées par les états. Progressivement un système de gouvernance à niveaux multiples s'est instauré avec le défaut d'être complexe, peu accessible et peu connu du grand public. Or, susciter, puis installer dans la durée des partenariats n'est possible qu'à deux conditions : des individus suffisamment investis dans l'action quotidienne et l'acceptation de la collectivité. Nous saluons ici l'engagement immense des différents acteurs sans qui la coopération ne serait qu'un vain mot. Toutefois notre problématique concerne avant tout la perception de la population dans son ensemble.

L'objectif affirmé dans les statuts¹⁵ de l'eurorégion Egrensis est d'œuvrer à la compréhension et à la réconciliation entre les peuples ainsi qu'au dépassement des conséquences d'une frontière jusque là éminemment séparatrice. Les membres ont pour tâche d'éveiller la conscience de l'existence d'un espace commun et de susciter des sentiments positifs à cet égard au sein de la population. L'entreprise est particulièrement ardue dans cette région pour différentes raisons dont l'imbrication et l'interaction compliquent encore l'analyse. Nous présentons ici une revue succincte des obstacles rencontrés et des moyens mis en œuvre pour parvenir au but annoncé. Les obstacles sont d'ordre économique, historique, sociologique et proviennent des représentations mentales

¹³ La coopération transfrontalière est financée à 50% par le volet A du programme INTERREG du FEDER (fonds européen de développement régional). La politique régionale représente le 2^e poste de dépense au budget de l'UE après la PAC.

¹⁴ Le fonds a son siège à Prague, il fut créé en 1997 à la suite de la déclaration germano-tchèque sur les relations mutuelles et leur développement futur dans laquelle les deux pays déclaraient qu'ils ne laisseraient pas peser sur leurs relations des questions juridiques et politiques découlant du passé.

¹⁵ Cf. www.euregio-egrensis.de Satzung § 2. Pour une carte de l'eurorégion Egrensis, se reporter à : <http://www.euregio-egrensis.de/euregio/euregio.php>.

qui à la fois en découlent et les conditionnent. A la source de ces observations se trouve la composition particulière de cette eurorégion.

L'eurorégion Egrensis, créée en 1993, est constituée de parties de Länder allemands – la Bavière à l'ouest, la Saxe et la Thuringe au nord-ouest – ainsi que de parties du territoire tchèque à l'est et au sud-est, essentiellement le district de Karlovy Vary (Karlsbad). Elle s'étend sur une superficie de 17 000 km² et compte environ 2 millions d'habitants. Elle fut créée en 1993 par la fusion de trois communautés de travail : Bavière et Thuringe-Saxe du côté allemand et Bohême du côté tchèque. La Bavière représente 50%, la Saxe-Thuringe 30% et la partie tchèque 20% de l'eurorégion. Comme on le voit sur la carte, l'eurorégion réunit trois pays autrefois séparés (la Thuringe et la Saxe faisaient partie de la RDA), marqués par des systèmes idéologiques et économiques très différents. Nous n'évoquerons pas ici le cas de la Saxe ni de la Thuringe. Nous parlerons seulement des relations entre les parties bavaroise et tchèque qui constituaient avant-guerre un espace économique assez homogène que le Rideau de Fer est venu couper en deux, interrompant les routes et les voies ferrées traditionnellement orientées vers l'est et le nord. Le nord-est de la Bavière s'est trouvé isolé et connu des difficultés dues à une structure économique basée sur l'agriculture et l'industrie du textile, de la porcelaine et du verre. Du côté tchèque la frontière fut sécurisée par des barbelés, parfois des mines et des zones électrifiées et les maisons furent détruites sur une bande de 2 km. La Bohême occidentale resta une zone militaire jusqu'en 1989 et ne fit l'objet d'aucune politique d'aménagement. Le rétablissement des infrastructures n'est pas du domaine de l'eurorégion, son rôle est de faciliter les partenariats d'entreprise, de servir d'interface entre les fonds européens destinés aux projets modestes (inférieurs à 25 000 €) et les citoyens.

Par ce fait elle est confrontée aux différences de fonctionnement d'un état centralisé comme la République tchèque et d'un état fédéral comme l'Allemagne, ces différences induisent des lenteurs et des délais décourageants pour les utilisateurs. La disparité du plan administratif ajoutée à l'écart des niveaux de vie conditionne des différences de mentalité qui à leur tour influencent l'organisation du travail et les relations professionnelles. Le gestionnaire de l'eurorégion Egrensis, Harald Ehm, décrivant la mentalité de ses concitoyens, nous explique qu'ils s'étaient relativement « installés » dans cette situation de cul-de-sac générée par la frontière et qu'ils y trouvaient un argument bien pratique pour se plaindre

d'être délaissés par le land de Bavière ou pour justifier leur propre inertie en fait de projets innovants. L'eurorégion doit donc produire un effet d'entraînement sur la population bavaroise. D'autre part, de par son organisation paritaire, elle permet de lutter contre le fort sentiment d'infériorité des Tchèques vis-à-vis des Allemands, un sentiment issu de la différence de niveau de vie et aussi du statut inégal à l'intérieur de l'Union européenne avant 2004, car la position de quémendeur face aux Allemands maîtres des fonds européens était très mal vécue. L'entrée de la République tchèque dans l'Union européenne puis dans l'espace Schengen en 2008 représente un grand soulagement pour les deux parties et l'atmosphère des rencontres est beaucoup plus détendue depuis que les deux partenaires sont sur un pied d'égalité¹⁶ (Harald Ehm). Un autre obstacle d'ordre économique est la crainte de voir arriver dans cette région à fort chômage une main-d'œuvre tchèque prête à accepter des bas salaires, elle est déjà perceptible, alors que l'Allemagne a décidé de ne pas ouvrir son marché du travail avant 2011. L'eurorégion tente de remédier à la situation en jouant un rôle formateur et informateur. Cela consiste à repérer les besoins et les partenaires potentiels, à faire connaître et faciliter les procédures administratives, donc à sortir du schéma concurrentiel et à expliquer à chacun la façon de travailler de l'autre. Ainsi, l'eurorégion participe à l'édition de brochures destinées aux futurs partenaires, brochures qui énumèrent et décryptent les attitudes et expressions pouvant être mal comprises ou jugées blessantes.

Un des points forts de la région est son potentiel touristique. L'attractivité du côté tchèque est réelle : une clientèle de touristes d'un certain âge vient visiter les lieux de son enfance ou de celle de ses parents, les plus jeunes sont attirés par l'absence de loi anti-tabac et la classe moyenne par les prix de certains articles. Mais l'eurorégion vise un tourisme de plus longue durée, capable d'attirer une clientèle internationale. Elle cofinance une fédération des centres de cure thermale situés de part et d'autre de la frontière, *Kurherz Europa*, qui a pour mission de mutualiser et d'optimiser les moyens de centres comme celui de Mariánské Lázně/Marienbad et de Sibyllenbad. Les touristes allemands représentent 23,2% de l'ensemble des visiteurs, loin devant les Britanniques avec 8,4%. La destination favorite après Prague est justement la région de Karlovy Vary/Karlsbad et de Mariánské

¹⁶ Cf. notre entretien avec M. Harald Ehm réalisé en avril 2008.

Lázně/Marienbad. Une autre manifestation chaperonnée par l'eurorégion fut en 2006 un Festival du Jardin transfrontalier *Grenzenlose Gartenschau*, où l'on pouvait visiter des reconstitutions de jardins, à Marktredwitz des jardins orientaux et inversement à Cheb des jardins de régions occidentales. Quoi de plus symbolique que ce retour dans le jardin d'Eden ? L'eurorégion s'attache aussi à développer le cyclotourisme. Dans une région où jusqu'en 2008 on observait des queues de plusieurs kilomètres aux rares points de passage, pouvoir passer en vélo en toute facilité d'un côté à l'autre est ressenti comme profondément libérateur.

Car le passé, synonyme de mur et de rupture, a profondément marqué les mentalités, en particulier le passé des expulsions. L'eurorégion offrant la possibilité non seulement de revoir les territoires de leurs ancêtres, mais aussi de les replacer dans le discours collectif, les expulsés et les descendants d'expulsés se sont investis dès le départ dans la coopération transfrontalière. Parmi elles notamment l'association des Allemands des Sudètes, fournissant ainsi des arguments à ses détracteurs qui voient dans l'eurorégion un possible cheval de Troie des expulsés. Pourtant il faut distinguer entre les discours agressifs, voire revanchards, prononcés par certains représentants d'expulsés lors de grands événements, les actions entamées auprès des instances européennes pour la restitution de leurs biens et l'engagement quotidien dans la coopération transfrontalière. Très rarement, le mépris, la méfiance et la rancune se mêlent à un chagrin sincère chez certains descendants d'expulsés, ceux qui appartiennent à la « *Bekennnisgeneration*¹⁷ ». La majorité d'entre eux participe à tous les projets permettant de transmettre la mémoire d'un territoire et d'une société disparus. Il est indéniable que l'ex-Egerland est au cœur de l'eurorégion Egrensis.

¹⁷ On distingue la « *Erlebnisgeneration* », celle qui a vécu l'expulsion, et la « *Bekennnisgeneration* », c'est à dire la deuxième génération, âgée d'une cinquantaine-soixantaine d'années, celle qui revendique son appartenance à la catégorie « expulsés ».

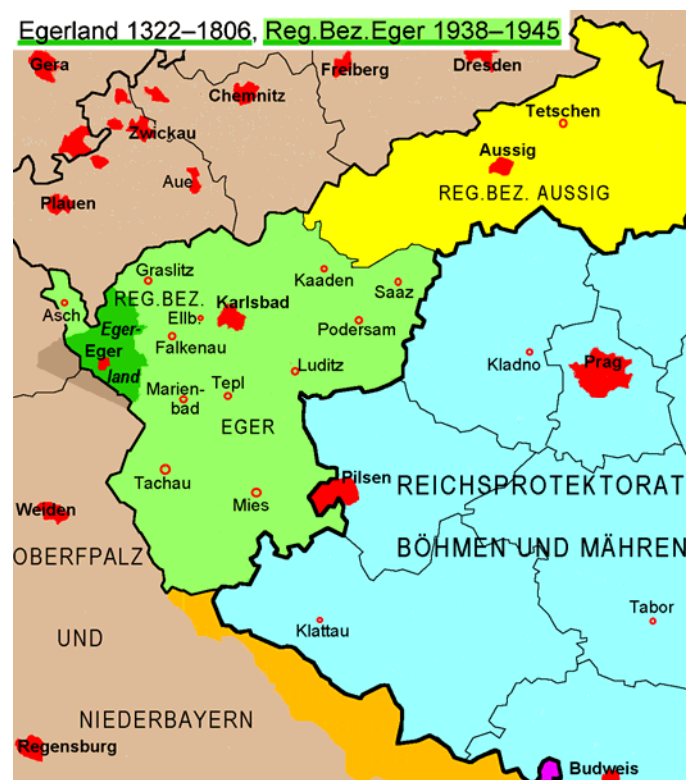


Fig. 3 : L'Egerland, 1322-1806.

La région historique de Eger, traversée par la rivière Eger/ Ohře avec en son centre la ville de Eger/ Cheb s'étend sur la majeure partie du district de Cheb / Okres Cheb et dans sa partie allemande sur l'exclave de Marktdrewitz et une partie nord-est de la forêt du Haut Palatinat. Région historiquement très disputée, zone de peuplement celte, slave et germanique, ville impériale sous Frédéric Barberousse, territoire impérial sous le nom de *Provincia Egreensis*, donnée en gage au roi de Bohême, échue aux Habsbourg, disputée entre catholiques et protestants, gagnée au nazisme, vidée de ses habitants allemands..., elle représente un passé aussi riche que pesant.

L'eurorégion soutient toutes les initiatives susceptibles de surmonter l'histoire. Ainsi s'expliquent ses liens avec l'association *Egerländer Gmoin*, une organisation créée en 1907 dans le cadre de l'empire austro-hongrois, rassemblant les différentes associations culturelles fondées par des expatriés originaires de l'Egerland. Elle avait pour objectif la conservation du patrimoine culturel et linguistique, le maintien du lien avec la patrie ainsi que l'entraide sociale et morale. Elle connut un grand succès et s'étendit sur tout le territoire de la Tchécoslovaquie et même au-delà des mers jusqu'en Amérique du Nord et du Sud. La guerre, puis les expulsions mirent fin à ses activités. En 1950 elle renaît et rassemble

actuellement les différentes associations culturelles des Egerländer disséminés sur tout le territoire de la RFA. Il s'agit donc d'une association d'expulsés et c'est cette association d'expulsés qui fournit les locaux du siège de l'eurorégion Egrensis qui n'en est elle-même que locataire. L'imbrication des deux partenaires dans leurs différentes activités est frappante, puisque le Centre culturel de l'Egerland, *Egerland –Kulturhaus*, construit à l'initiative de l'association *Egerländer Gmoin* avec l'aide du Land de Bavière, de la mairie de Marktredwitz et de fonds privés fournis essentiellement par des expulsés, est installé à Marktredwitz. En Allemagne, Marktredwitz est considérée comme un haut-lieu des expulsés, car en raison de ses liens historiques (voir ci-dessus), elle a accueilli un très grand nombre de réfugiés en 1945-1946. Ce Centre culturel abrite depuis 1973 un musée alimenté par les dons des expulsés, consacré au patrimoine culturel de l'Egerland, une bibliothèque et un centre de rencontre pour les *Heimatvertriebene*. Le directeur du musée, Volker Dittmar, fait vivre l'héritage des Egerländer et met en scène la fuite et l'expulsion avec beaucoup de tact et de sensibilité. Le centre fut agrandi en 1998 et rénové en 2000. Il met des locaux à la disposition de l'eurorégion Egrensis qui y a installé son siège. De cette manière l'eurorégion assume le rôle délicat de pont entre un passé encore mal cicatrisé et un présent toujours sensible.

L'eurorégion est aussi membre fondateur de la *Balthazar Neumann Gesellschaft*, l'association Balthazar Neumann, une association qui anime un centre de rencontre germano-tchèque, installé dans l'ancien cloître des clarisses à Cheb dont la rénovation fut accomplie avec des fonds allemands. C'est là que se retrouve une partie de la minorité allemande demeurée en République tchèque. Nos investigations dans cette communauté en sont encore à leurs débuts et ne permettent pas encore de conclusions.

Un autre obstacle lié à l'histoire - et à l'économie - est la crainte que les Allemands viennent acheter des maisons en Bohême. Pourtant la loi tchèque interdit aux étrangers non résidents d'acquérir un bien immobilier ou une terre agricole. Il est vrai qu'il existe des possibilités pour les sociétés installées sur le territoire tchèque et que cela peut permettre de contourner la loi. Un pays de 10 millions d'habitants ne risque-t-il pas d'être écrasé sous le poids d'un pays comptant 82 millions d'habitants avec un pouvoir d'achat largement supérieur ? C'est surtout révélateur d'une méfiance persistante et d'une représentation négative de l'Autre, ici « l'Allemand ». Le tourisme sexuel et la concentration de la

prostitution infantine, phénomènes nés du libéralisme et de l'ouverture de la frontière, contribuent à jeter une image négative sur la région frontalière, à la fois sur l'Allemand « pédophile », sur les Tchèques accusés de vendre leurs enfants et sur les gouvernements tchèque et allemand coupables de laxisme en la matière, selon un rapport de l'UNICEF Allemagne de 2003¹⁸ qui avançait des chiffres contestés par la suite. Dès 2000¹⁹, l'Union européenne avait demandé à la République tchèque de remédier à ses manquements dans la législation relative à l'exploitation sexuelle et l'abus des enfants. Le sujet semble dépasser le cadre de l'action de l'eurorégion, pourtant par son lien avec la communauté rom, il touche aussi à la question de l'identité. La prostitution infantine est communément liée aux Rom qui en sont très souvent les premières victimes et les premiers accusés. Les Rom font partie intégrante du paysage identitaire complexe de la région de Bohême. En effet, après l'extermination des Juifs et des Rom « tchèques », après l'expulsion des Allemands, la région se trouve dépeuplée : en 1946, il ne reste plus que 240 000 Allemands en Tchécoslovaquie, en partie des spécialistes, considérés comme indispensables au pays et pour une autre part, des Allemands installés dans un couple mixte. On assiste alors à un nouveau déplacement de population, la population tchèque restante étant insuffisante. Cette tâche est facilitée par l'instauration d'un système d'économie planifiée et par les incitations financières : on appelle cette période la « ruée vers l'or » car les intéressés trouvaient un domicile, un salaire plus élevé et parfois une amnistie pour un comportement trop favorable à l'occupant. Au nombre de 1,7 million, les nouveaux habitants sont avant tout originaires de Bohême (74%) et de Slovaquie (10%). Dans les régions frontalières, il ne restait que 600 000 Tchèques. Dans ces conditions, il est difficile de parler d'intégration, car on ne peut déterminer quel groupe a intégré l'autre. On peut constater que les nouveaux habitants n'ayant pas l'habitude de côtoyer des Allemands sont arrivés à un moment où le sentiment anti-allemand était à son paroxysme, ce qui explique que le passé reste encore un élément sensible dans les relations de voisinage. Parmi les arrivants de Slovaquie se trouvait un nombre important de Rom, une communauté traditionnellement nomade, mais qui s'est fixée dans la région à la suite de décisions gouvernementales.

¹⁸ Cette enquête est basée sur le livre de Cathrin Schauer (SCHAUER 2003).

¹⁹ Résolution A5-0245/2000 du Parlement européen.

En effet, en 1958, une loi du Parlement tchécoslovaque promulgue le droit de sédentariser les Rom. Ils sont alors contraints à s'installer dans la région, dans le cadre de la « dispersion encadrée » qui s'effectue entre 1960 et 1969²⁰. Bien qu'elle compte officiellement moins de 12 000 membres, des universitaires estiment que la communauté rom/tsigane rassemble environ 200 000 personnes, et les représentants de certaines organisations rom donnent même des chiffres compris entre 300 000 et 350 000 membres²¹. En ce qui concerne la ville de Cheb/Eger, avant 1945, 90 % de la population était allemande, la ville comptait environ 45 000 habitants en 1945 et environ 15 000 en 1947. Cette chute brutale est due aux expulsions particulièrement radicales dans la région en raison des conflits qui avaient opposé Tchèques et Allemands durant les années 30 dans cette ville. Sur les 33 000 habitants actuels, les Rom représentent officiellement environ 10% de la population. L'étude de la reformulation actuelle de l'identité rom, exprimée par son élite en termes de minorité soit ethnique soit nationale, bien qu'intéressante pour notre problématique générale, n'est pas pertinente ici, car cette communauté souffre de problèmes économiques (80 à 90% de chômage) qui semblent l'exclure du champ d'activité de l'eurorégion.

De même il est peu question de la minorité vietnamienne dans les documents de l'eurorégion. La présence actuelle d'environ 50 000 ressortissants en République tchèque prend son origine dans les années 50, le Vietnam étant un pays frère au temps du communisme. Ils se sont installés en nombre près de la frontière allemande, où ils animent des commerces, souvent alimentés par de la marchandise de contrefaçon. A Cheb, ils sont officiellement 3500 d'après le maire adjoint, et sont bien mieux acceptés que les Rom²². L'importance de la population vietnamienne dans la ville s'explique entre autres par la présence d'un immense bazar, le « Asian Dragon Market », qui attire les touristes (allemands pour la plupart) par autobus entiers. Il s'agit d'une communauté qui était peu intégrée jusqu'ici, car les parents ne parlaient pas tchèque, mais l'évolution est rapide, les jeunes Vietnamiens nés en territoire tchèque font preuve d'une réelle volonté de s'intégrer par le biais des études et manifestent maintenant l'intention d'y rester.

²⁰ LIEGEOIS 2007.

²¹ Rapport de suivi sur la République tchèque du commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe 2006.

²² Interview de Václav Jakl, dans *Freie Presse*, 2006.

En résumé, nous avons affaire dans la partie tchèque de l'eurorégion à une population hybride, composée de trois groupes sociaux très différents mais ayant tous connu la migration (excepté la minorité restée sur place). Ce vécu commun est cependant à nuancer fortement et n'est pas de nature à produire un véritable lien social entre les communautés. Mais, compte tenu de la réussite des Vietnamiens en tant que commerçants indépendants et de l'ascension sociale de la nouvelle génération, on peut considérer que ce groupe est susceptible de participer à l'avenir au partenariat germano-tchèque, à condition que la situation économique soit favorable.

La preuve est faite par ce groupe social que l'un des instruments majeurs de l'intégration est la maîtrise de la langue. Or la méconnaissance de la langue du voisin est ressentie par les acteurs de l'eurorégion comme l'obstacle majeur à surmonter pour réaliser l'ambition affichée. C'est pourquoi l'eurorégion investit énormément dans cette direction, en particulier vers les Allemands. En effet, 32% des Tchèques parlent allemand, même si cette proportion diminue, les jeunes préférant apprendre l'anglais. En Allemagne après 1989-1990, l'euphorie engendrée par la réunification et la « Révolution de Velours » avait suscité une vague d'intérêt pour la langue tchèque : en effet le pourcentage de gens parlant tchèque et de couples mixtes était quasi nul. Malheureusement l'enthousiasme du début est très vite retombé et la barrière linguistique demeure le principal obstacle dans la connaissance de l'autre. Les changements de mentalité s'opérant sur le long terme, la cible privilégiée des actions transfrontalières est la jeune génération. C'est à travers elle, grâce aux échanges scolaires, aux camps de vacances binationaux mais surtout grâce à la « *Sprachoffensive* » que l'eurorégion pense faire évoluer les mentalités. La « *Sprachoffensive* » est une action en faveur de l'apprentissage de la langue du voisin, c'est depuis 2005 le véritable cheval de bataille de l'eurorégion ! Elle a pour objectifs de susciter l'intérêt pour la langue, de convaincre en particulier les Allemands de la nécessité économique de parler la langue du voisin, de favoriser son enseignement et de former des animateurs bilingues. Elle fut récompensée de ses efforts par le label européen des langues en 2007. A cela s'ajoute la présence de l'eurorégion Egrensis sur le portail des langues www.linguaporta.de, spécialement dédié à l'apprentissage du polonais et du tchèque. L'importance de la barrière linguistique dans les

relations de voisinage est mentionnée par 39% des sondés dans une étude²³ de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences tchèque réalisée en 2005 dans les régions frontalières de la Saxe et de la Bavière. En Bavière, 42,7% des maires interrogés ont placé la question de la langue en tête des obstacles au partenariat (49,1% des maires de commune frontalière ont répondu à l'enquête). Les habitudes sont difficiles à faire évoluer et les débuts sont encore timides, mais les initiateurs des projets linguistiques sont confiants en l'effet d'accélération que l'ouverture du marché du travail en 2011 ne manquera pas d'apporter.

Conclusion

Pour faire le bilan – provisoire – de l'action de l'eurorégion Egrensis dans le processus de dépassement d'un passé douloureux, nous devons distinguer les différents objectifs visés. Les actions initiées et soutenues par l'eurorégion pour surmonter le caractère séparateur de la frontière et la constitution d'un espace commun semblent porter leurs fruits, modestes, certes, mais existants, même si pour l'instant l'espace commun est surtout un espace économique et qu'il demeure fragile. Selon l'enquête de l'Institut de sociologie citée ci-dessus, les Tchèques estiment à 90% que la coopération avec l'Allemagne est fructueuse. Les difficultés économiques, la différence de niveau de vie, la barrière linguistique constituent des obstacles importants à la compréhension mutuelle. L'action de l'eurorégion est positive dans ce domaine, mais elle semble ne concerner qu'une petite partie de la population pour l'instant : 71% des élites tchèques affirment avoir eu un contact personnel avec des Allemands et seuls 27% des citoyens ordinaires en ont fait autant. La réalisation des autres objectifs : créer le sentiment d'appartenir à un espace commun et permettre ainsi de dépasser les blessures de l'histoire, se heurte à l'hétérogénéité de la population et au déséquilibre mémoriel qui en découle. Le déséquilibre entre d'un côté le manque de racines anciennes, de liens avec le passé de la région, ses traditions, son patrimoine architectural et culturel et de l'autre un trop-plein de passé parfois difficile à assumer n'inspire pas vraiment le sentiment de vivre dans un espace commun. Les Tchèques estiment à 85% qu'ils peuvent

²³ Etude consultable sur le site : www.borderland.cz.

vivre en paix avec les Allemands (chiffres en hausse par rapport à 2003), mais cette entente demeure fragile, car 78% des Tchèques considèrent que les expulsions furent justifiées. A tout moment le passé peut redevenir un instrument politique au service d'intérêts nationaux ou régionaux. Un autre usage du passé est-il possible ? Une expérience récente veut faire la preuve que le passé peut être reconsidéré dans le cadre de la coopération transfrontalière: l'exposition « Zmizelé Chebsko - Das verschwundene Egerland » organisée en 2007 par Jaromír Boháč et Roman Salamanczuk au musée de Cheb avec la collaboration du Centre Culturel Egerland de Marktredwitz. Cette exposition, initiée par des Tchèques, perpétue en images le souvenir de quelque 150 villages vidés de leurs habitants, abandonnés par les nouveaux, puis rasés sous l'ère communiste. L'objectif est de créer un lien, de partager une mémoire attachée au territoire. Si cette exposition est un succès autant du côté tchèque que du côté allemand, cela tendrait à prouver que la mémoire des territoires perdus, transcendée par la distance temporelle, peut être intégrée et pérennisée par une gestion commune du patrimoine au sein d'un espace européen pacifié.

Bibliographie

Références bibliographiques

BAZIN 2003 : A. BAZIN, « Les décrets Beneš. De l'usage du passé dans le débat européen », *Critique internationale*, 21, 2003.

BENZ 2001 : W. BENZ, *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten. Ursachen, Ereignisse, Folgen*, Francfort-sur-le-Main, Fischer Taschenbuch Verlag, 2001 [1^e éd. 1985].

Bundesministerium für Vertriebene, Flüchtlinge und Kriegsgeschädigte : *Tatsachen zum Problem der deutschen Vertriebenen und Flüchtlinge*, Bonn, 1996.

GLOTZ 2003 : P. GLOTZ, *Die Vertreibung. Böhmen als Lehrstück*, Munich, Ullstein, 2003.

LEMARCHAND 1999 : P. LEMARCHAND (éd.), *L'Europe centrale et balkanique. Atlas d'histoire politique*, Paris, Éditions Complexe, 1999.

LERIDON 1958 : F. LERIDON, *La population allemande depuis 1939*, Paris, Institut National d'Études Démographiques, 1958.

LIEGEOIS 2007 : J.-P. LIEGEOIS, *Les Rom en Europe*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2007.

MIARD-DELACROIX 2004 : H. MIARD-DELACROIX, *Question nationale allemande et nationalisme*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2004.

SCHAUER 2003 : C. SCHAUER, *Kinder auf dem Strich – ein Bericht von der deutsch-tschechischen Grenze*, Bad Honnef, Horlemann Verlag, 2003.

STANEK 2002 : T. STANEK, *Verfolgung 1945. Die Stellung der Deutschen in Böhmen, Mähren und Schlesien*, Vienne, Böhlau Verlag, 2002.

STARK 1991 : H. STARK, « L'Est de l'Europe et l'Allemagne : des rapports complexes », *Politique étrangère*, 56 (4), 1991, p. 859-871.

THER 1998 : P. THER, *Deutsche und polnische Vertriebene. Gesellschaft und Vertriebenenpolitik in der SBZ/DDR und in Polen 1945-1956*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1998.

THIESSE 1999 : A.-M. THIESSE, *La création des identités nationales*, Paris, Seuil, 1999.

Sites internet

<http://www.borderland.cz/>

tschechisch-deutsche Zusammenhänge pour l'enquête de 2005.

<http://www.bundestag.de/dasparlament/2008/50-51/kulturmedien/22978896.html>

Loi sur la fondation « Fuite, Expulsion, Réconciliation ».

<http://www.crossborderdatabase.de/CBFDSite/startCBFD.htm>

Statistiques de la coopération transfrontalière.

<http://www.czso.cz/>

Statistiques tchèques.

<http://www.dt-ds-historikerkommission.de/>

Commission d'historiens germano-tchèque-slovaque.

http://www.dpg-bundesverband.de/links_und_dokumente/bv_zeitgeschichte/1187815.html

Déclaration de Dantzig.

http://europa.eu/legislation_summaries/regional_policy/index_fr.htm (juin 2009)

Politique régionale et la coopération transfrontalière.

www.euregio-egrensis.de (juin 2009)

Informations sur l'eurorégion.

www.europarl.europa.eu (juin 2009)

Position du Parlement européen vis-à-vis de la République tchèque.

<http://www.freiepresse.de/>

<http://www.notre-europe.eu/fr/>

« La nouvelle Europe s'invente-t-elle sur ses marges ? », Coopération transfrontalière et transnationale, octobre 2001.